

## **Comité de coordination de l'OMPI**

**Soixante-dixième session (45<sup>e</sup> session ordinaire)  
Genève, 22 – 30 septembre 2014**

### **NOMINATION DES VICE-DIRECTEURS GÉNÉRAUX ET SOUS-DIRECTEURS GÉNÉRAUX**

*Document établi par le Directeur général*

1. L'article 9.7) de la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle dispose que le Directeur général nomme les vice-directeurs généraux après approbation du Comité de coordination de l'OMPI. L'article 4.8) du Statut et Règlement du personnel prévoit également que le Directeur général nomme les sous-directeurs généraux compte tenu de l'avis du Comité de coordination de l'OMPI.

2. Le 12 mai 2014, le Directeur général a notifié aux États membres de l'OMPI que le mandat des titulaires actuels des postes de vice-directeur général et de sous-directeur général expirerait le 30 novembre 2014 et qu'il avait l'intention de demander l'approbation du Comité de coordination concernant de nouvelles nominations devant prendre effet le 1<sup>er</sup> décembre 2014. Par ailleurs, le Directeur général a invité les gouvernements souhaitant proposer des candidats à soumettre ces propositions pour le 22 juin 2014 et les a informés qu'un "appel à candidatures" serait également publié sur le site Web de l'OMPI afin d'inviter les candidats intéressés à postuler directement pour la même date.

3. Les vice-directeurs généraux et sous-directeurs sortants sont :

- M. Geoffrey Onyeama (Nigéria), vice-directeur général, Secteur du développement;
- M. James Pooley (États-Unis d'Amérique), vice-directeur général, Secteur de l'innovation et de la technologie;

- Mme Wang Binying (Chine), vice-directrice générale, Secteur des marques et des dessins et modèles;
- M. Johannes Christian Wichard (Allemagne), vice-directeur général, Secteur des questions mondiales;
- M. C. Trevor Clarke (Barbade), sous-directeur général, Secteur de la culture et des industries de la création;
- M. Ramanathan Ambi Sundaram (Sri Lanka), sous-directeur général, Secteur administration et gestion; et
- M. Yoshiyuki Takagi (Japon), sous-directeur général, Secteur de l'infrastructure mondiale.

4. Le présent document décrit la procédure de sélection pour pourvoir ces postes, récapitule les portefeuilles d'activités attachés aux secteurs qui seront placés sous la responsabilité des vice-directeurs généraux et sous-directeurs généraux entrants et indique les candidats que le Directeur général souhaite proposer aux postes de vice-directeur général et de sous-directeur général.

#### Procédure de sélection

5. Au total, 360 candidatures aux postes de vice-directeur général et de sous-directeur général ont été reçues, soit directement des États membres, soit en réponse à l'appel à candidatures publié sur le site Web de l'OMPI, et examinées par le Directeur général. Près des deux tiers des candidats venaient des régions de l'Afrique, de l'Europe occidentale et de l'Asie et du Pacifique (voir la figure 1) et plus de deux tiers d'entre eux étaient des hommes (voir la figure 2).

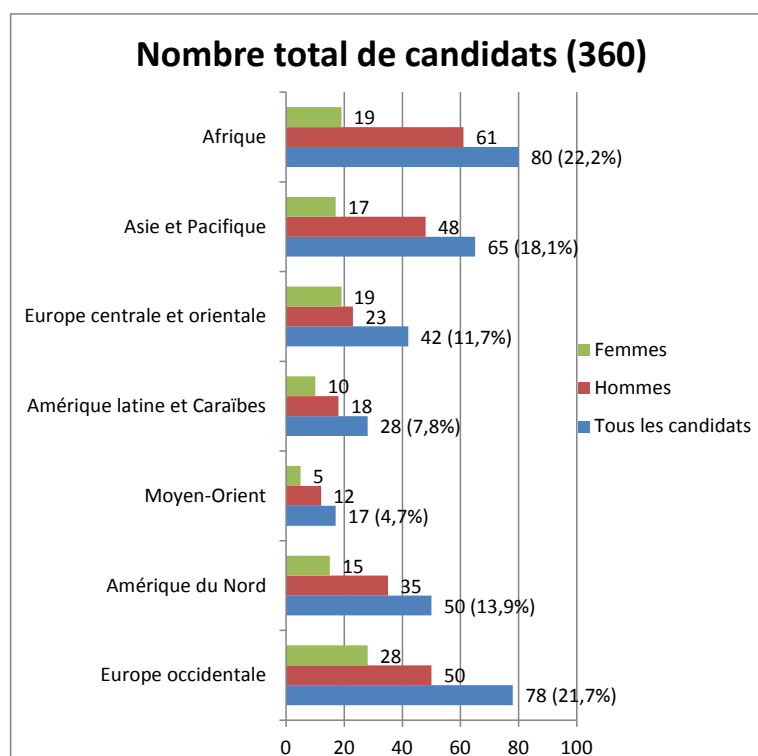


Figure 1 : Répartition des candidats par origine géographique et par sexe

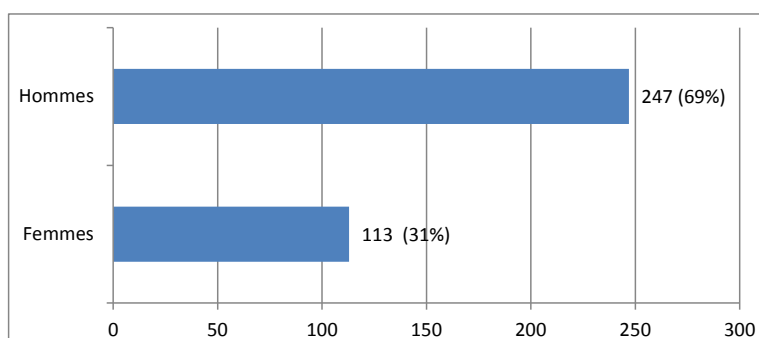


Figure 2 : Répartition globale des candidats par sexe

6. Sur la base des qualifications, de l'expérience et des compétences indiquées dans les candidatures reçues, 18 candidats ont été invités à participer à une évaluation d'une journée conduite par un prestataire externe<sup>1</sup>. Cette évaluation était axée sur les compétences mentionnées dans l'avis de vacance, notamment en matière de gestion de programmes et de ressources financières et humaines, de communication et de reddition de comptes, et comprenait un mélange de simulations et d'entretiens approfondis. Le Directeur général s'est entretenu avec un représentant de haut niveau du prestataire externe avant l'évaluation afin de s'assurer que les simulations étaient adaptées à l'OMPI et couvraient tous les éléments clés. Dix-sept candidats ont pris part à l'évaluation.

7. Les 17 candidats ont également été interrogés par le Directeur général, notamment pour évaluer leurs compétences au regard des différents portefeuilles d'activités. Les évaluations et les entretiens ont eu lieu entre le 21 juillet et le 3 septembre 2014.

8. Comme indiqué dans l'appel à candidatures, les candidats occupant déjà des postes de vice-directeur général et de sous-directeur général ont été dispensés de l'évaluation et de l'entretien externes.

9. À la différence des années précédentes, et dans la mesure où des candidatures directes étaient également sollicitées, la liste des candidats n'a pas été rendue publique, conformément au souhait exprimé par plusieurs d'entre eux.

#### Portefeuilles sectoriels

10. Les candidats retenus pour les quatre postes de vice-directeur général assumeront la responsabilité des secteurs suivants :

- a) Le Secteur du développement, qui couvrira les programmes de l'OMPI concernant la coordination du Plan d'action de l'OMPI pour le développement, la coopération avec l'Afrique, les pays arabes, l'Asie et le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes et les pays les moins avancés (PMA) ainsi que l'Académie de l'OMPI.
- b) Le Secteur des brevets et de la technologie, qui couvrira les programmes de l'OMPI concernant le droit des brevets, y compris les conseils sur l'élaboration de la législation et des systèmes de brevets au niveau national, le Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et le Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI.

<sup>1</sup> Ce prestataire externe est l'un des deux cabinets sélectionnés récemment au moyen d'un appel d'offres international pour fournir des services d'évaluation dans la perspective du renforcement du professionnalisme des procédures de recrutement de l'OMPI. Les deux prestataires ont été invités à soumettre une proposition d'évaluation adaptée à ce processus de sélection et l'un d'entre eux a été retenu par le Directeur général sur la base de la méthodologie suggérée et du contenu du module d'évaluation, qui répondaient parfaitement aux besoins de l'OMPI.

c) Le Secteur des marques et des dessins et modèles, qui sera chargé de l'administration du système de Madrid concernant l'enregistrement international des marques, du système de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels et du système de Lisbonne concernant l'enregistrement international des appellations d'origine ainsi que des programmes de l'Organisation relatifs au droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques.

d) Le Secteur de la culture et des industries de la création, qui couvrira les programmes de l'Organisation concernant le droit d'auteur et les droits connexes ainsi que les communications.

11. Les candidats retenus pour les quatre postes de sous-directeur général assumeront la responsabilité des secteurs suivants :

a) Le Secteur des questions mondiales, qui couvrira les programmes de l'Organisation concernant les savoirs traditionnels, les expressions culturelles traditionnelles et les ressources génétiques, les défis mondiaux, la promotion du respect de la propriété intellectuelle et les relations avec les autres organisations intergouvernementales.

b) Le Secteur de l'infrastructure mondiale, qui sera chargé des programmes de l'OMPI concernant les systèmes de classifications internationales et les normes de propriété industrielle de l'OMPI, les bases de données mondiales de propriété intellectuelle (PATENTSCOPE, Base de données mondiale sur les marques), les services et organismes internationaux d'information en matière de propriété intellectuelle et la modernisation de l'infrastructure et des solutions commerciales dans les offices de propriété intellectuelle ainsi que la création de plates-formes communes telles que le système WIPO CASE.

c) Le Secteur administration et gestion, qui couvrira tous les programmes concernant l'administration et la gestion de l'Organisation, notamment les finances, les résultats, le budget et l'exécution du programme, les services des achats et des voyages, les technologies de l'information et de la communication, le service des conférences et les services linguistiques, la sûreté et la sécurité ainsi que les locaux et l'infrastructure.

### Nominations proposées

12. Le Directeur général propose les candidats suivants à la nomination en qualité de vice-directeurs généraux et sous-directeurs généraux et a l'intention de leur confier les rôles indiqués ci-après :

- i) M. Mario Matus (Chili), vice-directeur général, Secteur du développement;
- ii) M. John Sandage (États-Unis d'Amérique), vice-directeur général, Secteur des brevets et de la technologie;
- iii) Mme Wang Binying (Chine), vice-directrice générale, Secteur des marques et des dessins et modèles;
- iv) Mme Anne Leer (Norvège), vice-directrice générale, Secteur de la culture et des industries de la création;
- v) M. Minelik Getahun (Éthiopie), sous-directeur général, Secteur des questions mondiales;
- vi) M. Yoshiyuki Takagi (Japon), sous-directeur général, Secteur de l'infrastructure mondiale; et
- vii) M. Ramanathan Ambi Sundaram (Sri Lanka), sous-directeur général, Secteur administration et gestion.

13. Le curriculum vitae des sept candidats proposés figure à l'annexe du présent document.

14. Les rôles sont attribués aux différents candidats sous réserve d'éventuelles modifications susceptibles d'être apportées à la discrétion du Directeur général, compte tenu de l'évolution des besoins opérationnels de l'Organisation et d'entretiens plus approfondis avec les futurs titulaires.
15. Outre les nominations proposées au paragraphe 12, le Directeur général souhaite proposer que M. Naresh Prasad, ressortissant de l'Inde, qui occupe les fonctions de Chef de Cabinet depuis 2009, soit promu au rang de sous-directeur général.
16. M. Prasad resterait Chef de Cabinet et aurait la responsabilité de l'appui aux fonctions de gestion du Directeur général, des réunions des assemblées des États membres, du chef du Bureau de la déontologie et des bureaux extérieurs de l'OMPI.
17. La promotion de M. Prasad serait accordée à titre personnel au sens où les fonctions qui relèvent de sa compétence ne seraient pas reclassées. En d'autres termes, ce poste supplémentaire de sous-directeur général serait personnellement attaché à M. Prasad et ne constituerait pas un précédent quant au nombre futur de vice-directeurs généraux ou de sous-directeurs généraux.
18. L'incidence financière de cette promotion pour l'Organisation serait limitée et gérable. Le coût supplémentaire pour l'Organisation s'élèverait à 40 000 francs suisses par an.
19. Le curriculum vitae de M. Prasad figure aussi à l'annexe du présent document.

#### Mandat

20. Le Directeur général propose de nommer ces candidats pour une période coïncidant avec son propre mandat. Le Directeur général a été nommé par l'Assemblée générale de l'OMPI en mai 2014 pour exercer un deuxième mandat de six ans allant du 1<sup>er</sup> octobre 2014 au 30 septembre 2020. Le mandat des vice-directeurs généraux et sous-directeurs généraux sortants expire le 30 novembre 2014. Il est proposé que le mandat des vice-directeurs généraux et sous-directeurs généraux entrants débute le 1<sup>er</sup> décembre 2014 et expire le 30 septembre 2020. Toutefois, si le mandat du Directeur général devait prendre fin plus de six mois avant la date prévue, le 30 septembre 2020, les mandats de vice-directeur général et de sous-directeur général prendront fin six mois après la fin de l'engagement du Directeur général.

*21. Le Comité de coordination de l'OMPI est invité à approuver la nomination de M. Mario Matus, M. John Sandage, Mme Wang Binying et Mme Anne Leer aux postes de vice-directeur général pour la période indiquée au paragraphe 20.*

*22. Le Comité de coordination de l'OMPI est invité à faire part de son avis sur la nomination de M. Minelik Getahun, M. Yoshiyuki Takagi, M. Ramanathan Ambi Sundaram et M. Naresh Prasad aux postes de sous-directeur général pour la période indiquée au paragraphe 20.*

[L'annexe suit]

CURRICULUM VITAE DE M. MARIO MATUS

Date de naissance : 21 mai 1956  
Nationalité : chilienne

Qualifications

1986 – 1987 Maîtrise (M.A.) en droit, économie et politique internationale  
Université d'Oxford, Queen Elizabeth House, St Edmund Hall

1983 – 1984 Diplôme de relations internationales et diplomatie  
Académie diplomatique du Chili, Santiago (Chili)

1980 Doctorat de droit, examen du barreau (avocat) de la Cour suprême du  
Chili, Santiago (Chili)

1975 – 1979 Licence de droit (LL.B.), Licence en sciences juridiques et sociales,  
Université du Chili, Santiago (Chili)

Expérience professionnelle

depuis juin 2014 Conseiller du directeur général pour les relations économiques  
internationales, Ministère des affaires étrangères, Santiago (Chili)

2005 – 2014 Ambassadeur, représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation  
mondiale du commerce (OMC), de l'Organisation Mondiale de la  
Propriété Intellectuelle (OMPI) de la Conférence des Nations Unies sur  
le commerce et le développement (CNUCED) et du Centre du  
commerce international (CCI), Genève (Suisse)

2004 – 2005 Directeur des affaires économiques multilatérales, Ministère des affaires  
étrangères, Santiago (Chili)

2000 – 2004 Directeur des affaires économiques bilatérales, Ministère des affaires  
étrangères, Santiago (Chili)

1999 – 2000 Chef des services de l'investissement et des transports aériens,  
Ministère des affaires étrangères, Santiago (Chili)

1994 – 1999 Ministre conseiller (questions commerciales), ambassade du Chili aux  
États-Unis d'Amérique, Washington (États-Unis d'Amérique)

1992 – 1993 Conseiller pour les questions commerciales du vice-ministre des affaires  
étrangères, Ministère des affaires étrangères, Santiago (Chili)

1987 – 1991 Délégué auprès de la CNUCED et du secrétariat de l'Accord général sur  
les tarifs douaniers et le commerce (GATT) pendant les négociations du  
cycle d'Uruguay, Mission permanente du Chili auprès de l'Office des  
Nations Unies à Genève (Suisse)

- 1985 – 1986 Troisième secrétaire au Ministère des affaires étrangères, Santiago (Chili)
- 1983 – 1984 Juriste, Santiago (Chili)
- 1983 Fonctionnaire des services diplomatiques, Ministère des affaires étrangères, Santiago (Chili)
- 1979 – 1982 Avocat chez Langton Clarke y Cia. Ltda. (partenaire de Coopers & Lybrand International), Santiago (Chili)

CURRICULUM VITAE DE M. JOHN SANDAGE

Date de naissance : 6 octobre 1959  
Nationalité : américaine

Qualifications

- 1982 – 1985      Doctorat de droit, programme standard avec spécialisation en droit international, Faculté de droit de l'Université de Yale, Connecticut (États-Unis d'Amérique)
- 1981 – 1982      Maîtrise (M.A.) en administration publique avec spécialisation dans la gestion des ressources humaines dans le secteur public, avec mention *summa cum laude*, Drake University, Iowa (États-Unis d'Amérique)
- 1978 – 1982      Licence (B. A.) en histoire, politique et administration publique, avec mention *summa cum laude*, Phi Beta Kappa, Drake University, Iowa (États-Unis d'Amérique)

Expérience professionnelle

- depuis 2011      Directeur de la Division des traités, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (Autriche)
- 2008 – 2011      Directeur adjoint de la Division des traités, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (Autriche)
- 2006 – 2008      Directeur de la politique relative à la lutte contre le terrorisme et aux sanctions, Direction générale des organisations internationales, Département d'État des États-Unis d'Amérique, Washington (États-Unis d'Amérique)
- 2004 – 2006      Directeur du Bureau des affaires interrégionales, Direction générale de la lutte contre le terrorisme Département d'État des États-Unis d'Amérique, Washington (États-Unis d'Amérique)
- 2004              Conseiller politique principal, ambassadeur itinérant pour la lutte contre le terrorisme, Département d'État des États-Unis d'Amérique, Washington (États-Unis d'Amérique)
- 2003              Avocat et conseiller, Cour internationale de justice (chargé de fonctions spéciales), Département d'État des États-Unis d'Amérique, Washington (États-Unis d'Amérique)
- 2001 – 2003      Avocat-conseil pour les questions relatives au maintien de l'ordre et aux renseignements, Bureau du conseiller juridique, Département d'État des États-Unis d'Amérique, Washington (États-Unis d'Amérique)
- 1998 – 2001      Avocat-conseil pour les questions relatives aux Nations Unies, Bureau du conseiller juridique, Département d'État des États-Unis d'Amérique, Washington (États-Unis d'Amérique)



- 1995 – 1998 Avocat-conseil pour les affaires interaméricaines, Bureau du conseiller juridique, Département d'État des États-Unis d'Amérique, Washington (États-Unis d'Amérique)
- 1992 – 1995 Avocat chargé de superviser les différends internationaux et les litiges en matière d'investissements, Bureau du conseiller juridique, Département d'État des États-Unis d'Amérique, Washington (États-Unis d'Amérique)
- 1986 – 1992 Avocat associé, Wilmer, Cutler and Pickering (actuellement, Wilmer, Cutler, Pickering, Hale and Dorr), Washington (États-Unis d'Amérique)
- 1985 – 1986 Assistant juridique, Cour d'appel des États-Unis d'Amérique, Alabama (États-Unis d'Amérique)

## CURRICULUM VITAE DE MME WANG BINYING

Date de naissance : 28 décembre 1952  
Nationalité : chinoise

### Qualifications

1985 – 1986 Maîtrise de droit (LL.M.) américain, y compris le droit de la propriété industrielle, Faculté de droit de l'Université de Californie (Berkeley), Californie (États-Unis d'Amérique)

1984 – 1985 Diplôme de droit commercial américain, Faculté de droit de Columbia, New York (États-Unis d'Amérique)

1972 – 1975 Licence de sciences (B.S.) en anglais, communication et transport, Université Zhongnan, Changsha (Chine)

### Expérience professionnelle à l'OMPI

depuis 2009 Vice-directrice générale chargée du Secteur des marques et des dessins et modèles

2006 – 2009 Sous-directrice générale chargée des Services d'appui administratif et des questions relatives à l'Assemblée générale, ainsi que du système de sécurité de l'OMPI

2003 – 2006 Directrice exécutive des Services d'appui administratif, des questions interinstitutions et des questions relatives à l'Assemblée générale

1999 – 2003 Directrice des Services interoffices et des questions relatives à l'Assemblée générale, Bureau de la planification stratégique et du développement des politiques

1997 – 1999 Conseillère principale, Bureau de la planification stratégique et du développement des politiques

1994 – 1997 Conseillère, puis conseillère principale au Cabinet du Directeur général

1992 – 1994 Administratrice de programme principale au Bureau de la coopération pour le développement avec l'Asie et le Pacifique

### Expérience professionnelle avant d'entrer au service de l'OMPI

1990 – 1992 Directrice générale du Service chinois des marques (en qualité de directrice générale), Administration d'État pour l'industrie et le commerce (AEIC), Beijing (Chine)

1980 – 1990 Directrice, puis directrice générale par intérim du Département de l'enregistrement et du contrôle des noms commerciaux de l'Administration d'État pour l'industrie et le commerce (AEIC), Beijing (Chine)

1975 – 1980

Fonctionnaire détachée auprès des services économiques à l'étranger  
et fonctionnaire chargée de recherches au Ministère chinois de la  
communication et des transports, Beijing (Chine)

CURRICULUM VITAE DE MME ANNE LEER

Date de naissance : 2 avril 1959  
Nationalité : norvégienne

Qualifications

- 1990 – 1992 Maîtrise en administration des affaires (M.B.A. Executive), Norwegian School of Management (en partenariat avec l'Université de l'Arizona), Oslo (Norvège)
- 1987 – 1990 Maîtrise (M.A.) avec spécialisation dans le cinéma, la télévision et le théâtre, Université norvégienne des sciences et des technologies (NTNU), Trondheim (Norvège)
- 1981 – 1984 Licence de sciences (B. Sc.) en journalisme et médias de masse (diplôme avec mention), Université de Leeds (Royaume-Uni), la dernière année ayant été passée à la NTNU, Trondheim (Norvège)

Expérience professionnelle

- depuis 2005 Productrice et éditrice à la British Broadcasting Corporation (BBC), Londres (Royaume-Uni)
- 2003 – 2005 Chercheur à l'Université d'Oxford (Royaume-Uni)
- 2001 – 2003 Directrice commerciale de la BBC, Londres (Royaume-Uni)
- 2000 – 2001 Responsable des programmes/productrice, Pearson Financial Times, Londres (Royaume-Uni)
- 1993 – 2000 Chargée de la planification stratégique et directrice du développement, Oxford University Press, Oxford (Royaume-Uni)
- 1991 – 1993 Consultante en gestion et vice-présidente New Media, IMC/Paramount, New York (États-Unis d'Amérique)
- 1990 – 1991 Directrice de l'information, Kopinor, Oslo (Norvège)
- 1987 – 1990 Directrice commerciale, NLG Dronningen, Oslo (Norvège)

## CURRICULUM VITAE DE M. MINELIK ALEMU GETAHUN

Date de naissance : 27 janvier 1966  
Nationalité : éthiopienne

### Qualifications

2004 – 2005 Maîtrise en droit international public (avec mention), University College de Londres, Université de Londres, Londres (Royaume-Uni)

1985 – 1990 Licence en droit, faculté de droit de l'Université d'Addis-Abeba, Addis-Abeba (Éthiopie)

### Expérience professionnelle

depuis 2011 Ambassadeur, représentant permanent de l'Éthiopie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse et à Vienne, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de la Confédération helvétique et (non-résident) auprès de l'Autriche, de la Hongrie, de la Bulgarie et de la Roumanie

2011 Chef de mission adjoint à l'ambassade d'Éthiopie auprès des pays du Benelux et de l'Union européenne, Bruxelles (Belgique)

2007 – 2010 Conseiller juridique et Directeur général par intérim au Ministère éthiopien des affaires étrangères, Addis-Abeba (Éthiopie)

2002 – 2006 Conseiller au Ministère éthiopien des affaires étrangères, Addis-Abeba (Éthiopie)

2001 – 2002 Premier Secrétaire au Ministère éthiopien des affaires étrangères, Addis-Abeba (Éthiopie)

1999 – 2001 Premier Secrétaire à la mission permanente de l'Éthiopie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales à Genève (Suisse)

1993 – 1999 Deuxième Secrétaire à la mission permanente de l'Éthiopie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales à Genève (Suisse)

1990 – 1993 Deuxième Secrétaire au Ministère éthiopien des affaires étrangères, Addis-Abeba (Éthiopie)

Membre de la Commission de l'Union africaine sur le droit international depuis juillet 2009

CURRICULUM VITAE DE M. YOSHIYUKI TAKAGI

Date de naissance : 13 décembre 1955  
Nationalité : japonaise

Qualifications

1978 – 1979 Maîtrise en ingénierie (cours abandonné afin d'entrer au Gouvernement japonais), Université de Kyoto, Kyoto (Japon)  
1974 – 1978 Licence en génie chimique, Université de Kyoto, Kyoto (Japon)

Expérience professionnelle à l'OMPI

depuis 2009 Sous-directeur général responsable du Secteur de l'infrastructure mondiale  
2009 Directeur exécutif du Département de l'infrastructure mondiale en matière de propriété intellectuelle, de l'Académie mondiale de l'OMPI et des services informatiques  
2003 – 2008 Directeur exécutif du Bureau de la planification stratégique et du développement des politiques  
2002 – 2003 Directeur principal du Bureau de la planification stratégique et du développement des politiques  
1999 – 2002 Directeur du Bureau de la planification stratégique et du développement des politiques  
1998 – 1999 Directeur du Département des services d'information interoffices et des affaires opérationnelles  
1996 – 1998 Directeur du Département de l'information en matière de propriété industrielle et des classifications internationales  
1994 – 1996 Directeur de la Division de l'information en matière de propriété industrielle  
1986 – 1988 Administrateur de programme adjoint au Bureau Asie et Pacifique, Secteur de la coopération pour le développement; par la suite, juriste adjoint à la Division du droit de la propriété industrielle

Expérience professionnelle avant d'entrer au service de l'OMPI

1991 – 1994 Premier Secrétaire à la Mission permanente du Japon à Genève, Ministère japonais des affaires étrangères  
1988 – 1991 Directeur adjoint au Ministère du commerce international et de l'industrie et au Ministère japonais des affaires étrangères à Tokyo (Japon)

1985 – 1986	Directeur adjoint du Bureau du Conseiller juridique à l'Office des brevets du Japon
1983 – 1985	Examineur de brevets à l'Office des brevets du Japon
1979 – 1983	Examineur adjoint de brevets à l'Office des brevets du Japon

CURRICULUM VITAE DE M. RAMANATHAN AMBI SUNDARAM

Date de naissance : 10 novembre 1954  
Nationalité : sri-lankaise

Qualifications

2000 – 2002 Master in Business Administration (MBA), Université Webster, Genève (Suisse)  
1976 – 1977 Études universitaires supérieures en sciences de la gestion, Imperial College, Londres (Royaume-Uni)  
1973 – 1976 Licence en ergonomie (avec mention), Université de Loughborough, Loughborough (Royaume-Uni)

Expérience professionnelle à l'OMPI

depuis 2009 Sous-directeur général responsable du Secteur administration et gestion

Expérience professionnelle avant d'entrer au service de l'OMPI

2003 – 2009 Directeur du Département du soutien et des services opérationnels de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Genève (Suisse)  
1998 – 2003 Responsable des services généraux de gestion de l'OMS, Genève (Suisse)  
1996 – 1998 Chef des services de communication, de documentation et de conférence à l'OMS, Genève (Suisse)  
1990 – 1996 Administrateur principal à l'OMS, Genève (Suisse)  
1985 – 1990 Administrateur à l'OMS, Genève (Suisse)  
1979 – 1985 Programmeur/analyste à l'OMS, Genève (Suisse)  
1977 – 1979 Conseiller en gestion auprès de la firme Arthur Andersen & Co, Londres (Royaume-Uni)



## CURRICULUM VITAE DE M. NARESH PRASAD

Date de naissance : 19 mars 1957  
Nationalité : indienne

### *Présentation succincte*

M. Prasad a acquis une grande expérience de la gestion et de l'administration à un niveau élevé, que ce soit dans le cadre du système des Nations Unies à l'OMPI ou aux niveaux étatique et gouvernemental en Inde. Depuis 2009, M. Prasad assume la fonction de directeur exécutif et chef du Cabinet du Directeur général de l'OMPI. Il a également passé trois ans au service de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) durant les années 90. En tant que membre de la fonction publique indienne, M. Prasad compte quelque 33 ans d'expérience au sein du Gouvernement indien où il a occupé différents postes, notamment auprès des Nations Unies. Il a travaillé 15 ans dans le domaine de l'industrie et du commerce et a été le coordonnateur des questions de propriété intellectuelle pour l'Inde. M. Prasad possède une double maîtrise ès lettres et ès économie et a fait ses études au prestigieux St Stephen's College à l'Université de Delhi.

### *Expérience et réalisations*

M. Prasad a une **solide expérience de travail au sein des Nations Unies, notamment à l'OMPI**. En 2009, il a été nommé chef du Cabinet du Directeur général de l'OMPI. À ce titre, il a conseillé le Directeur général pour les questions d'ordre stratégique, assuré le secrétariat de l'Assemblée générale de l'OMPI (l'organe de gouvernance suprême de l'OMPI) et assumé la direction du Cabinet du Directeur général, de la Division des questions et de la documentation relatives aux assemblées, du Bureau de la déontologie et du Service du protocole. Au service de l'ONUDI de 1996 à 1998, il y a assumé la fonction de coordonnateur pour la promotion de l'investissement et de la technologie dans la région Asie-Pacifique.

M. Prasad a une **grande expérience au niveau multilatéral**. Au Ministère indien du commerce et de l'industrie, il a été le coordonnateur de l'Inde pour l'ONUDI, l'OMPI et l'Organisation asiatique de productivité (OAP). Dans le cadre de la libéralisation économique de l'Inde au début des années 90, M. Prasad a mis sur pied le premier marché de l'investissement et de la technologie destiné à attirer l'investissement étranger direct vers l'Inde. En 1995, il a été chargé d'organiser le forum mondial sur l'industrie consacré notamment aux partenariats industriels à l'échelle mondiale et à la compétitivité et son lien avec la technologie.

M. Prasad a passé **10 ans au service du Gouvernement de l'Union indienne** (en tant que secrétaire adjoint et directeur au Ministère du commerce et de l'industrie) où il a acquis des **compétences techniques dans le domaine de la propriété intellectuelle**. Au poste de secrétaire adjoint, il a été le coordonnateur des questions de propriété intellectuelle pour l'Inde, jouant un rôle essentiel dans la modernisation des infrastructures de propriété intellectuelle du pays, et il a mené les négociations aux niveaux multilatéral et bilatéral dans le domaine de la propriété intellectuelle. Il a également été chargé de faciliter l'adhésion de l'Inde au Protocole de Madrid et de formuler et mettre en œuvre la nouvelle politique indienne en matière de dessins et modèles.

M. Prasad possède une solide **expérience en matière de développement rural**. Il a dirigé durant trois ans l'un des plus importants districts indiens et l'un des plus sensibles, celui d'Aligarh (qui compte entre quatre et cinq millions d'habitants). En sa qualité d'administrateur en chef, M. Prasad a eu à gérer tous les aspects du développement – santé, hygiène, infrastructure, eaux et forêts, énergie et éducation. En reconnaissance des résultats obtenus à Aligarh, M. Prasad s'est vu décerner le prix du district le plus performant de l'Uttar Pradesh pour la promotion des énergies renouvelables.

M. Prasad a une grande expérience dans le domaine du **développement urbain**. Il a passé deux ans en tant que directeur général de l'agence de développement de la cinquième ville de l'Inde, Kanpur, à la tête d'un effectif de plus de 2000 personnes. Parmi ses principales réalisations figure le lancement de la première obligation d'infrastructure émise par une agence de développement qui a abouti à une réorganisation des finances de l'agence sur la base d'une note de crédit A+ accordée par la principale agence de notation de l'Inde.

M. Prasad a acquis une **solide expérience de l'élaboration des politiques et de leur mise en œuvre au niveau local** grâce à des affectations dans cinq districts comptant chacun entre quatre et cinq millions d'habitants dans les États du Tamil Nadu et de l'Uttar Pradesh. En tant que responsable de district, il était chargé au premier chef de l'administration et de la gouvernance de ces districts, ses attributions spécifiques consistant notamment à fournir une aide au développement, à maintenir l'ordre public et à procéder au recouvrement des recettes.

[Fin de l'annexe et du document]